

Membre de



Investir dans les marchés en développement pour demain



© 2025, United Nations Capital Development Fund (UNCDF). Tous droits réservés dans le monde entier.

Toutes les questions relatives aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à :

304 E 45th Street,
New York, États-Unis

Atténuer les risques des investissements dans **les marchés en développement**

Créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966, le United Nations Capital Development Fund (UNCDF) a pour but singulier de favoriser le développement là où cela est le plus difficile et le plus nécessaire, c'est-à-dire dans les marchés les plus mal desservis au monde.

En tant qu'entité des Nations Unies dotée d'un mandat en matière de capital, l'UNCDF occupe une position unique dans l'écosystème du financement du développement. Conçue pour opérer sans notation de crédit, notre organisation peut déployer ses activités dans des environnements à haut risque que d'autres acteurs préfèrent éviter. Cette conception nous donne la flexibilité d'absorber plus de risques que les banques multilatérales de développement (BMD), tout en servant de partenaire d'atténuation des risques hors bilan pour les gouvernements et les principales institutions de financement du développement (IFD).

Nous travaillons là où les financements traditionnels ne circulent pas : dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires

en développement et les contextes fragiles, où les obstacles à l'investissement public et privé sont les plus élevés et où les besoins de financement sont les plus urgents.

L'UNCDF déploie une série d'instruments catalytiques, notamment des garanties financées par des subventions, des prêts concessionnels et des paiements basés sur la performance, afin de débloquent les capitaux nationaux et d'attirer les investissements privés. Cependant, notre action dépasse le champ des transactions. Nous catalysons le développement des marchés locaux, renforçons les systèmes de gestion des finances publiques et construisons des écosystèmes financiers favorables à des investissements durables et de long terme, alignés sur les objectifs de développement durable.

Ce faisant, nous amplifions l'impact du système des Nations Unies et de nos partenaires multilatéraux, non pas en dupliquant leur travail, mais en posant les bases nécessaires pour qu'ils puissent étendre leurs actions.



Table des matières

5	Avant-propos	27	Amplifier l'impact du système des Nations Unies
8	Repenser l'architecture du financement du développement	32	De l'alimentation à l'embauche : lorsque les petites entreprises se développent, les économies locales prospèrent
8	Les capitaux ne circulent pas là où ils sont les plus nécessaires		
9	Pourquoi les capitaux privés ne sont-ils pas dirigés vers le « dernier kilomètre » ?		
10	Déficit d'investissement : quand le risque perçu est élevé, les flux financiers sont faibles		
12	Déséquilibre dans l'allocation des ressources : le financement du développement passe à côté des marchés qui en ont le plus besoin	34	Quelle est la prochaine étape ?
		34	Devenir l'acteur mondial de référence du financement mixte concessionnel
13	L'UNCDF débloque des fonds privés, nationaux et internationaux	35	Notre ambition
14	Gros plan sur les financements mixtes	36	Nos partenaires
14	Qu'est-ce que le financement mixte et quel est son fonctionnement ?	38	L'équipe dirigeante de l'UNCDF
16	Au-delà des notations de crédit : comment le financement mixte peut débloquer des financements nationaux africains pour le développement de l'Afrique		
24	Ouvrir la voie aux financements commerciaux		

Avant-propos du Directeur Général par intérim

Le paysage actuel du développement mondial se caractérise par un déséquilibre frappant. Alors que les marchés financiers détiennent plus de 482 000 milliards de dollars d'actifs, les nations les plus vulnérables du monde — les pays les moins avancés — font face à un déficit de financement annuel de 246 à 285 milliards de dollars pour parvenir à une croissance durable et une prospérité partagée. Cet enjeu n'est pas révélateur d'un manque de capitaux, mais plutôt d'un système qui échoue à les diriger vers celles et ceux qui en ont le plus besoin. Pourtant, des solutions ont déjà fait leurs preuves. Chaque euro de capital concessionnel déployé stratégiquement peut mobiliser quatre euros d'investissement privé, produisant des résultats transformateurs dans des domaines clés tels que la réduction de la pauvreté, l'énergie, l'action pour le climat et l'éducation.

Le Fond d'équipement des Nations Unies (UNCDF), une entité autonome des Nations Unies (ONU) fièrement affiliée au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966 pour relever précisément ce défi. En tant que seule entité du système des Nations Unies sans notation de crédit mandatée pour fournir un capital patient et absorbeur de risques aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays en situation de fragilité, l'UNCDF opère dans des marchés mal desservis par la finance commerciale.

La Quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement en Espagne a marqué un tournant pour le travail de l'UNCDF. Dans le paragraphe 33 (m) du Compromiso de Sevilla, les États membres ont formellement reconnu le rôle catalytique

unique que l'UNCDF joue dans la réduction des risques dans les marchés en développement. Cela renforce le mandat de l'UNCDF et confère à l'organisation une légitimité d'action unique. Notre prochain Cadre stratégique 2026-2029, fruit de consultations avec plus de 60 États membres et 120 partenaires à ce jour, définira notre rôle de premier absorbeur de risques du système des Nations Unies. Cela passe notamment par l'utilisation de ressources concessionnelles rares pour stimuler une nouvelle croissance économique.

Face aux défis actuels du développement, le rôle de l'UNCDF n'a jamais été aussi crucial. Qu'il s'agisse du financement des petites entreprises, de l'inclusion numérique ou de la finance infranationale, tous requièrent un capital patient qui attire l'investissement privé et renforce les marchés financiers nationaux.

L'UNCDF se positionne ainsi comme le financier d'amorçage et de « dernier kilomètre » dans les marchés en développement, assumant un rôle unique au sein du système des Nations Unies. En mobilisant le capital privé et en testant des modèles financiers innovants, l'UNCDF prépare le terrain pour que les institutions de financement du développement et les banques multilatérales de développement puissent, en toute confiance, mettre à l'échelle leurs investissements. Ce faisant, il peut multiplier les financements, les transformant en moteurs pour l'emploi, la croissance et la prospérité pour les pays et les communautés qui en ont le plus besoin.

Haoliang Xu

*Directeur Général par intérim
de l'UNCDF*



Avant-propos du **Secrétaire Exécutif**

L'architecture mondiale de financement du développement est fondée sur l'hypothèse que les conditions de base nécessaires à la circulation des capitaux privés existent déjà, ou peuvent être rapidement créées grâce à des moyens institutionnels.

Dès lors, une question essentielle se pose : qu'en est-il des marchés où cette hypothèse ne se vérifie pas ? Qu'en est-il des environnements où les risques sont trop élevés, les marchés trop superficiels et les écosystèmes financiers trop fragiles pour absorber des capitaux à grande échelle, même lorsqu'il s'agit de capitaux concessionnels ? Qu'en est-il des pays dont la notation de crédit est inférieure à C, dans lesquels les investissements restent rares ? Selon les analyses de Convergence Blended Finance, seuls 4 % des actifs financiers mondiaux sont investis dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

Garantir des services au premier et au dernier kilomètre

C'est là que le United Nations Capital Development Fund (UNCDF), créé par mandat des États membres en 1966, joue un rôle catalytique et complémentaire. Dans le contexte actuel d'évolution des discussions relatives au financement du développement, l'UNCDF se restructure pour se recentrer sur son mandat initial : couvrir les premier et dernier kilomètres avant de laisser la main aux institutions de financement du développement réglementées et utilisant un système de notation de crédit.

L'UNCDF dispose d'une capacité unique au sein du système des Nations Unies pour déployer une série d'instruments financiers, notamment des garanties, des prêts (aux secteurs privé et public et à un taux d'intérêt nul ou faible) et des subventions. Ces instruments financiers

sont associés à des solutions de structuration financière destinées à renforcer les systèmes infranationaux de gestion des finances publiques et à soutenir le développement du marché des capitaux du secteur privé. Avec cette boîte à outils, l'UNCDF dépasse le champ de l'assistance technique, en déployant activement des capitaux permettant de réduire les risques afin d'attirer des investissements précoces dans les économies les plus vulnérables du monde : les pays les

moins avancés, les petits États insulaires en développement et les contextes fragiles, qui demeurent souvent écartés des flux de capitaux mondiaux.

Il s'agit de marchés reconnus pour leur potentiel, mais dans lesquels les branches concessionnelles des institutions traditionnelles de financement du développement ne s'engagent généralement que lorsqu'un environnement propice a été mis en place. L'approche de l'UNCDF consiste à intervenir plus en amont, en intégrant ces écosystèmes avant qu'ils ne deviennent viables financièrement. En déployant des capitaux catalytiques concessionnels sur les premières pertes, l'UNCDF réduit les risques et favorise les investissements de suivi, que ce soit sous forme de prêts, de subventions ou de garanties.

Financement du « chaînon manquant »

Les instruments déployés sont souvent d'un montant modeste (généralement entre 0,5million et 7 millions de dollars par transaction) mais visent à entraîner un impact bien plus grand. L'accent n'est pas mis sur l'échelle, mais sur la réassurance : il s'agit d'apporter une preuve de viabilité sur des marchés sur lesquels d'autres ont buté ou desquels ils se sont retirés. Les capitaux déployés permettent de combler un fossé : ils

sont supérieurs aux montants généralement offerts par la microfinance, mais inférieurs au seuil de 20 millions de dollars exigé par la plupart des institutions financières réglementées. En substance, l'UNCDF se concentre sur le financement de ce « chaînon manquant ».

Prenons l'exemple de la mobilisation de capitaux privés. Un large pan du discours mondial autour de l'idée

« d'investir des milliards de dollars d'aide publique au développement pour attirer des investissements mille fois supérieurs » néglige les obstacles considérables à l'entrée sur les marchés. L'UNCDF s'efforce de lever ces obstacles en utilisant le levier du financement, mais aussi en cherchant à comprendre et à réduire les risques des modèles financiers et d'infrastructure inclusifs, dans le cadre de partenariats avec des gouvernements locaux, des municipalités, des fintechs et des micro-, petites et moyennes entreprises.

L'UNCDF joue donc un rôle essentiel, en intervenant au stade du pré-investissement et de la pré-viabilité financière.

Là où les institutions financières établies soutiennent les réseaux d'alimentation en énergie et les politiques énergétiques de niveau national, l'UNCDF et ses partenaires des Nations Unies (tels que le Programme des Nations Unies pour le développement) soutiennent des innovateurs hors réseau dans les communautés les plus isolées (« dernier kilomètre »), en testant des modèles de paiement évolutifs. Là où les acteurs financiers traditionnels financent de grands axes logistiques, l'UNCDF aide les petites et moyennes entreprises à utiliser des plateformes de chaîne d'approvisionnement qui permettent de relier les producteurs ruraux à ces grands axes. Là où d'autres en appellent aux gouvernements pour débloquer des capitaux privés, l'UNCDF collabore avec les autorités municipales et les banques locales

pour instaurer la confiance et faciliter les transactions locales.

L'UNCDF ne fait pas double emploi, il approfondit ce qui existe. Il connecte. Il prépare.

De la précarité à la viabilité financière

L'architecture du financement du développement au niveau mondial nécessite d'être à la fois amplifiée et ordonnancée. L'UNCDF joue un rôle essentiel en ce sens, en préparant le terrain sur les marchés négligés et en encourageant les investisseurs à se lancer dans des endroits qu'ils auraient normalement évités.

En cela, l'UNCDF n'est pas un concurrent des institutions financières traditionnelles. Il constitue leur équipe de première ligne, hors bilan, chargée de réduire les risques.

Ensemble, l'UNCDF, le PNUD et d'autres entités du système des Nations Unies peuvent mettre en place un continuum de financement du développement véritablement inclusif aux côtés des banques multilatérales de développement et des institutions de financement du développement. Cette approche commence par une prise de risque audacieuse et précoce sur des marchés mal desservis, pour aboutir à des investissements à grande échelle générateurs d'emplois, de stabilité et de croissance durable.

Dans un monde où les capitaux privés ne circulent que lorsque la confiance existe, l'UNCDF contribue à créer cette confiance, un projet à la fois, une communauté à la fois.

Car pour pouvoir bâtir l'avenir, quelqu'un doit d'abord lever les barrières existantes.

Pradeep Kurukulasuriya
*Secrétaire Exécutif de
l'UNCDF*



Repenser l'architecture du financement du développement

Les capitaux ne circulent pas **là où ils sont les plus nécessaires**

2,5-4 milliards de dollars

Déficit de financement des objectifs de développement durable dans les pays en développement (par an, jusqu'en 2030)*.

246-285 milliards de dollars

Déficit de financement dans les pays les moins avancés (PMA) (par an, jusqu'en 2030).*



55 %

des PMA présentent un risque élevé de surendettement.



27 %

des jeunes des PMA sont au chômage et ne sont pas scolarisés.



14 %

de la population mondiale (soit 1,15 milliard de personnes) vivent dans des PMA.

24

Pays les moins avancés et 8 petits États insulaires en développement (PEID) sont reconnus comme des États fragiles et touchés par des conflits.



1 %

du financement privé pour les besoins d'investissement dans les ODD et le climat a été mobilisé par l'aide publique au développement.



4-5 %

des investissements mondiaux en financement mixte atteignent les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (à l'exclusion de la Chine).



2x

Les pays les moins avancés empruntent à des taux d'intérêt deux fois plus élevés que les pays développés.

**Estimations de l'UNCDF réalisées à partir des données du Fonds monétaire international



Pourquoi les capitaux privés ne sont-ils pas dirigés vers le « dernier kilomètre » ?

Malgré le besoin urgent d'investissements, les capitaux privés restent largement absents de nombreux marchés en développement. Plusieurs défis interdépendants persistent :

- Malgré un marché financier mondial de 482 000 milliards de dollars, seuls 4 % des actifs financiers sont investis dans des pays éligibles à l'aide publique au développement.
- La majorité des investisseurs considèrent que les pays notés « B » ou « CCC » dépassent les limites de risque fiduciaire et réglementaire.
- Les flux nets de financement mixte s'élèvent en moyenne à moins de 100 milliards de dollars par an, soit à peine 2 % des besoins d'investissement liés aux objectifs de développement durable.
- Il n'existe pas assez de garanties catalytiques fondées sur des subventions pour réduire les risques et attirer les investissements privés.
- Les marchés en développement font l'objet d'une perception de risque élevée et les primes associées aux investissements dans ces marchés sont donc élevées également.
- Les pipelines d'investissement sont sous-développés, en particulier pour les projets en phase de démarrage et à petite échelle.
- Les coûts de transaction élevés dissuadent les investisseurs privés de s'engager dans des opérations modestes ou fragmentées.
- Des difficultés persistantes entravent la mise en place de partenariats et l'alignement des parties prenantes dans les environnements à haut risque.
- Les marchés financiers nationaux encore balbutiants manquent de profondeur et de liquidités pour encourager des flux d'investissement durables.
- Les environnements juridiques et politiques instables entravent la confiance des investisseurs et la planification à long terme.
- Il existe un déficit de financement du « chaînon manquant », c'est-à-dire les entreprises et les projets trop importants pour la microfinance mais trop modestes ou trop risqués pour les banques commerciales ou les investisseurs institutionnels.

En l'absence d'interventions ciblées pour remédier à ces contraintes, les flux de capitaux continueront de contourner les contextes où ils sont le plus nécessaires. Voilà pourquoi les capacités de financement catalytique et les solutions de financement mixte de l'UNCDF sont essentielles.

Déficit d'investissement :
quand le risque perçu est
élevé, les flux financiers
sont faibles

En tant qu'organisation de
développement et de financement sans
notation de crédit, l'UNCDF occupe
une position unique qui lui permet
de prendre des risques plus élevés
que les banques multilatérales de
développement et les institutions de
financement du développement. Cette
flexibilité fait actuellement défaut, alors
qu'elle est urgemment nécessaire pour
augmenter le capital investi dans les
pays en développement et dans d'autres
contextes fragiles.

Notation Moody's	Probabilité de défaut attendue
Aaa - A3	<0,05 %
Baa1 - Baa3	0,05 % - 0,3 %
Ba1 - Ba3	0,3 % - 1,5 %
B1-B3	1,5 % - 8 %
Caa1-Caa3	8 % - 20 %
Ca	20 % - 60 %
C et non noté	>60 %

Petits États insulaires en développement

Pays les moins avancés



Exposition des banques multilatérales de développement et institutions de financement du développement



34,7 %

Les activités de l'UNCDF se concentrent sur les marchés naissants et à haut risque qui sont difficiles d'accès pour les BMD et les IFD

Déséquilibre dans l'allocation des ressources : le financement du développement passe à côté des marchés qui en ont le plus besoin

Au cours des dix dernières années, les banques multilatérales de développement et les fonds spécialisés ont investi un total de 1 100 milliards de dollars dans les économies en développement. Selon le rapport sur le financement du développement, cet investissement, bien que substantiel, reste insuffisant, puisqu'il existe un déficit de financement estimé à 2 500 milliards de dollars par an au niveau mondial.

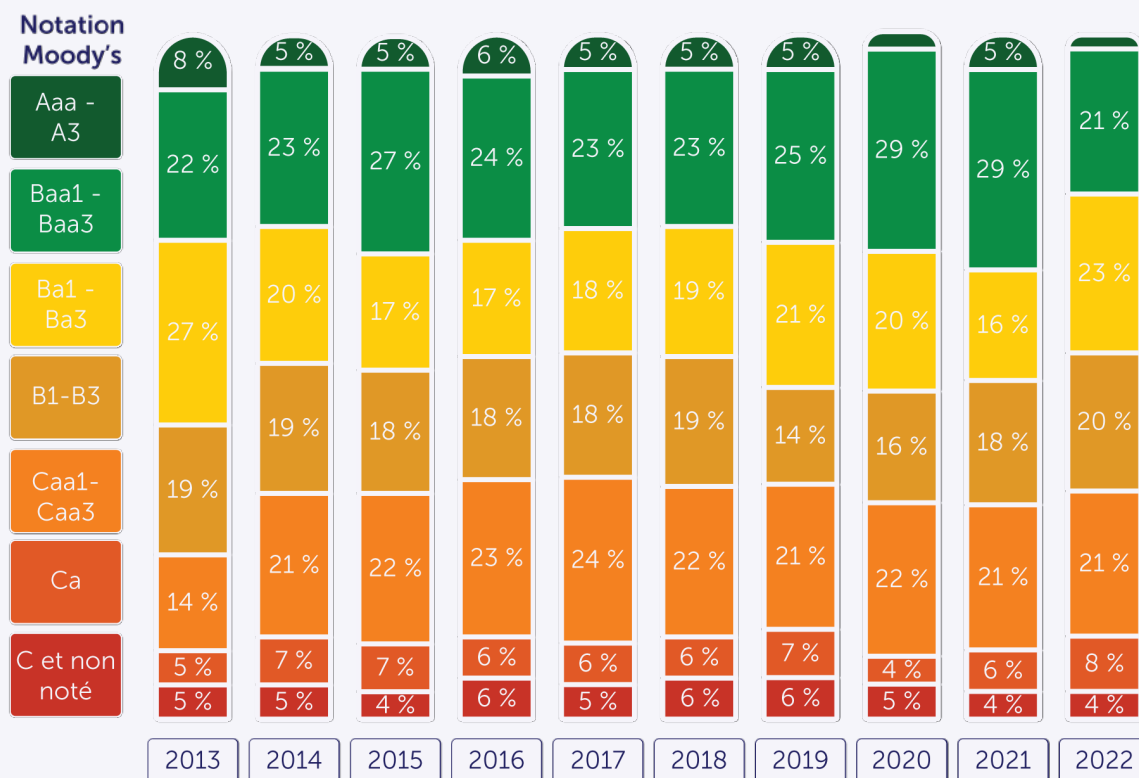
Environ un tiers des investissements consentis ciblaient des pays dont la notation de crédit était égale ou inférieure à Caa1, les deux tiers restants visant des pays dont la notation était égale ou supérieure à B3. Cette répartition

est restée stable au cours des dix dernières années, ce qui indique que les stratégies d'investissement ont peu évolué.

Sur les 1 100 milliards de dollars investis, seuls 17 % ont été directement alloués aux pays les moins avancés (principalement par l'Association internationale de développement), à peine 2,5 % aux petits États insulaires en développement et 11,7 % aux États fragiles. On constate notamment que l'aide publique au développement (APD) accordée à ces pays l'est plus souvent sous forme de subventions que sous la forme de prêts et d'investissements concessionnels.

1,1 milliard de dollars

engagements bruts de 12 banques multilatérales de développement et fonds spécialisés (2013-2022). De nombreux PMA et PEID ne reçoivent qu'une petite fraction des sommes engagées par les banques multilatérales de développement et les fonds spécialisés.



Ce graphique comptabilise les investissements de douze institutions : dix BMD (la BAsD, la BAD, la BERD, la BEI, la BID, la BIRD, l'IDA, la SFI et la BID) et deux fonds spécialisés (GCF et FIDA). Il comptabilise les prêts d'APD, autres flux officiels et capitaux propres de ces institutions dans différents pays.

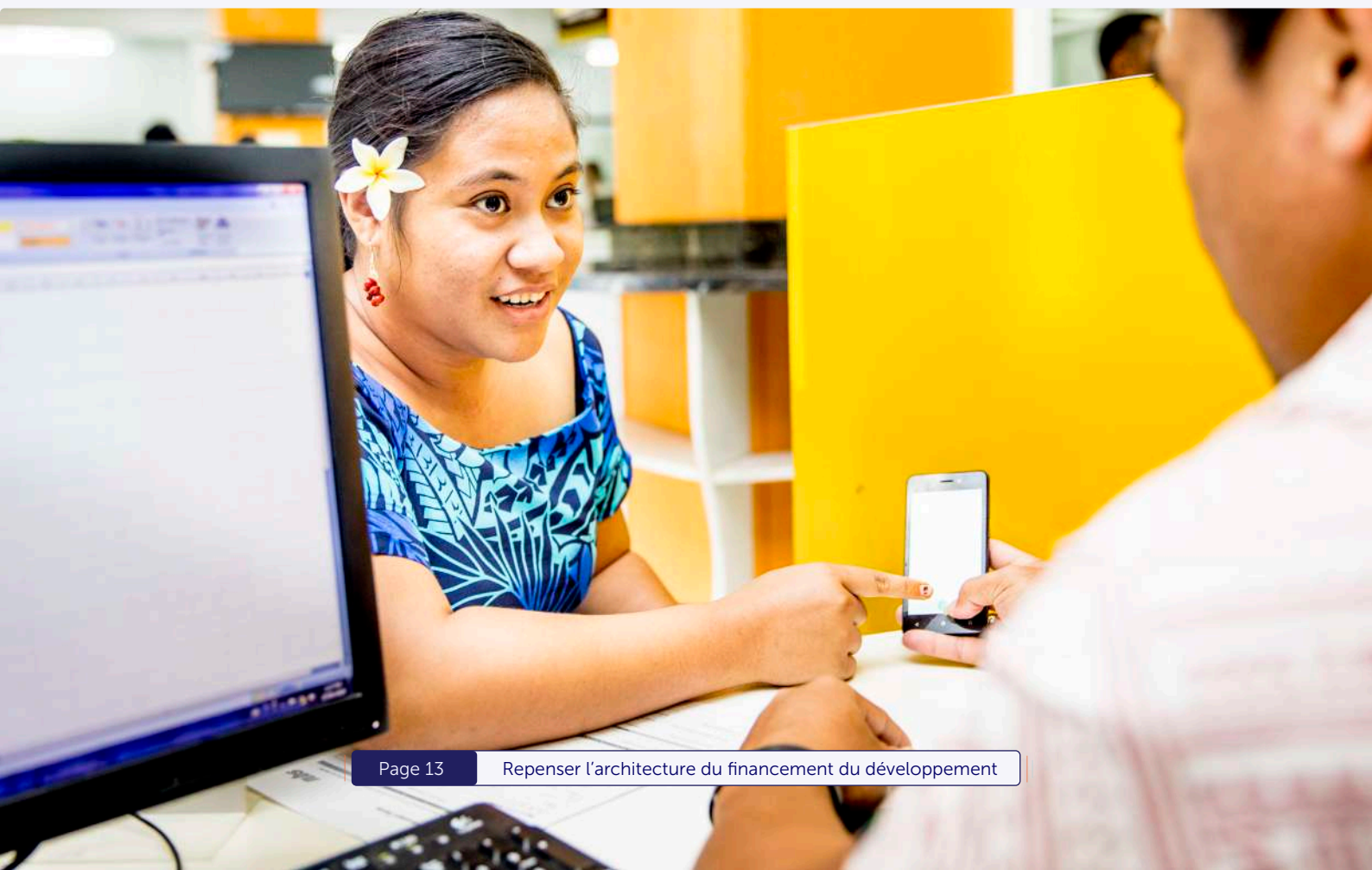
L'UNCDF débloque des fonds privés, nationaux et internationaux

Créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966, l'UNCDF a pour mission de compléter les flux de capitaux vers les marchés délaissés par la finance conventionnelle.

L'UNCDF dispose d'un positionnement idéal pour combler le déficit de financement du développement grâce à des solutions de financement mixte qui visent à réduire les risques associés aux investissements et à améliorer l'accès au capital, en particulier dans les contextes fragiles où les mécanismes financiers traditionnels font souvent défaut. En tant qu'institution de développement et de financement sans notation, l'UNCDF se distingue des autres institutions de financement par son double rôle consistant à réduire les risques pour les gouvernements nationaux et les grandes institutions de financement du

développement, en débloquant des capitaux nationaux et en attirant des sources de financement privées plus importantes, et à augmenter l'impact du système des Nations Unies sur le développement grâce à ses capacités d'investissement uniques (paiements basés sur les résultats, garanties et instruments financiers sur mesure).

Grâce à un modèle d'investissement complet, de bout en bout, du montage et de l'analyse des risques à la structuration, la mise en œuvre et l'évaluation, l'UNCDF apporte rigueur et responsabilisation à des marchés fragiles sur lesquels d'autres ne voient que des risques. Son réseau mondial alimente des opérations locales alignées sur les ODD et prêtes à être transposées à plus grande échelle.





Gros plan sur les financements mixtes

Qu'est-ce que le financement mixte et quel est son fonctionnement ?

Face à la baisse de l'aide publique au développement dans le monde, nous devons amplifier l'impact de cette aide afin d'attirer les investissements privés et garantir des flux de capitaux vers les marchés à haut risque et mal desservis.

Le financement mixte, un mécanisme de financement innovant pour réduire les risques et mobiliser des capitaux

Qu'est-ce que le financement mixte ?

- Le financement mixte tire parti des capitaux publics et philanthropiques pour mobiliser les investissements du secteur privé.
- En tant qu'institution de développement et de financement sans notation, l'UNCDF a pour mandat de déployer des solutions de financement mixte.
- Nous pouvons tirer parti de nos capacités d'investissement (subventions catalytiques, prêts concessionnels et garanties) pour débloquer les flux de capitaux nationaux et renforcer les systèmes financiers nationaux sur les marchés les plus difficiles.

Développer le financement mixte

- Convergence a recensé 1 223 opérations de financement mixte, pour un total de 231 milliards de dollars d'investissements.
- Le financement mixte pourrait mobiliser plus de 500 milliards de dollars par an, dont plus de 200 milliards de dollars directement mobilisés pour les gouvernements.
- Le développement des outils d'atténuation des risques, en tirant parti des capacités d'investissement d'organisations telles que l'UNCDF, permet de renforcer la confiance et la participation des investisseurs dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire.
- Les partenariats stratégiques avec des institutions telles que Convergence permettent d'acquérir des connaissances, des données et des bonnes pratiques afin de développer des solutions à grande échelle.

En partenariat avec

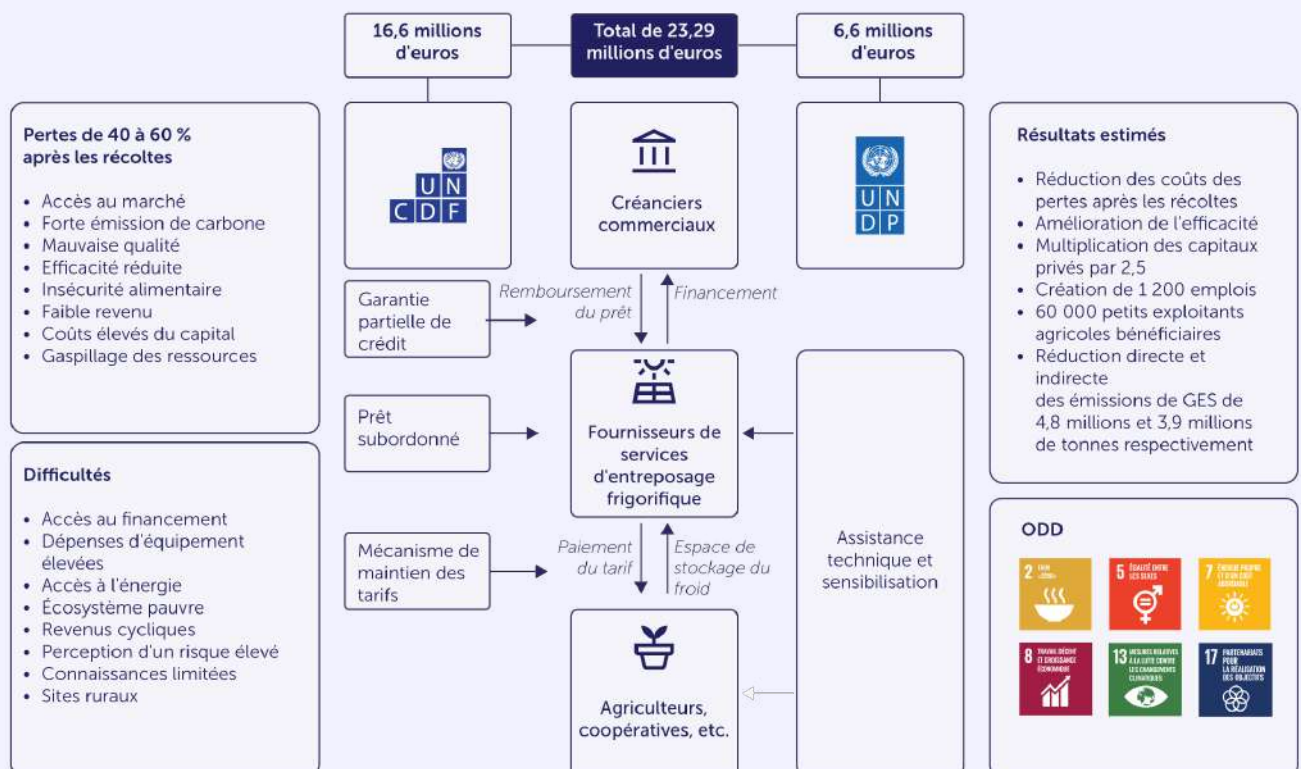




Impact

Le financement mixte permet à 60 000 agriculteurs kényans d'accéder à des entrepôts réfrigérés, de réduire les pertes alimentaires et de créer 1 200 emplois

Le PNUD, l'UNCDF et Mitigation Action Facility ont joint leurs forces pour développer des entrepôts frigorifiques à énergie solaire au Kenya, afin de réduire les pertes alimentaires après récolte et de mettre en place une chaîne de valeur agricole durable. Le PNUD dirigera un programme d'assistance technique de 6,7 millions d'euros et l'UNCDF gèrera 16,6 millions d'euros de financement mixte, en proposant des prêts concessionnels, des garanties et des outils de réduction des risques pour attirer les investissements privés. Cette initiative devrait permettre de mobiliser des capitaux privés équivalant à 2,5 fois le montant investi, de créer 1 200 emplois et de venir en aide à 60 000 agriculteurs.





Charulata Singal

Spécialiste des risques transactionnels

Au-delà des notations de crédit : comment le financement mixte peut débloquent des financements nationaux africains pour le développement de l'Afrique

« Le système financier mondial actuel ne fonctionne tout simplement pas pour l'Afrique », a déploré Calver Gatete, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, lors des réunions de printemps 2025 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, exprimant sa frustration quant au fait que seuls 2 des 54 pays africains bénéficient d'une notation financière de bonne qualité (i.e. correspondant à la catégorie « investment grade »), malgré

un PIB combiné de 3 000 milliards de dollars et des économies parmi les plus dynamiques au monde.

Cette observation fait directement écho à ce que nous constatons directement à l'UNCDF : la situation de l'Afrique en matière de notation financière limite les investissements et la croissance économique. Sur les 54 pays africains, seuls 32 bénéficient d'une ou plusieurs notations souveraines de la part



des principales agences de notation, et deux d'entre eux seulement ont une notation de qualité. Malheureusement, cette situation a des conséquences financières directes désastreuses pour ces pays : les nations africaines paient généralement des taux d'intérêt nettement plus élevés, de l'ordre de 11,6 % en moyenne, soit 8,5 points de pourcentage de plus que le taux de référence des États-Unis.

Les pays d'Afrique subsaharienne ont spécifiquement payé 2,1 % de plus en taux d'intérêt nominal que les autres régions entre 2004 et 2021, selon le PNUD (2025). De nombreux pays les moins avancés (PMA) sont exposés à des niveaux élevés de volatilité dus à des chocs économiques, politiques et climatiques, qui sont tous difficiles à prendre en compte de manière fiable dans les modèles de notation traditionnels, ce qui se traduit

généralement par l'attribution de notes de crédit plus faibles. Si de nombreux facteurs contribuent au taux d'intérêt qu'un pays paie pour sa dette, il ne fait aucun doute que les notations de crédit influent sur ce taux de manière significative. Les méthodologies opaques et souvent subjectives utilisées par les agences de notation ont coûté aux pays africains plus de 75 milliards de dollars en paiements d'intérêts supplémentaires et en financements perdus, ce qui représente 80 % des besoins annuels d'investissements destinés aux infrastructures en l'Afrique.

Les notations de crédit ne suffisent pas pour combler le déficit de financement de l'Afrique

S'il est indispensable de parvenir à mieux évaluer la volatilité et son impact sur les notations de crédit et de rendre ces notations

plus précises et plus transparentes, ces mesures ne suffiront pas pour combler le déficit de financement de l'Afrique. La réalité est que les investissements ne parviennent tout simplement pas en Afrique à l'échelle nécessaire. Une étude menée par nos partenaires de Convergence (2025), un leader d'opinion mondial en matière de financement mixte, révèle que seuls 4 % des actifs mondiaux sont investis dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (à l'exclusion de la Chine), la majeure partie des actifs demeurant dans les marchés développés.

Les flux financiers sont également entravés par l'enjeu dit du « chaînon manquant ». Les petites et moyennes entreprises (PME), en particulier sur les marchés tels que les PMA, où il est fondamental de pouvoir atteindre le « dernier kilomètre », peinent à obtenir des financements en raison du montant trop réduit des transactions, des exigences élevées en matière de garanties et des risques perçus. Le système actuel de notation de crédit ne tient pas pleinement compte du véritable potentiel des investissements sur ces marchés, en particulier de l'impact qu'ils pourraient avoir au-delà des rendements financiers.

Parier sur l'audace : la finance à haut risque et à fort impact

À l'UNCDF, nous n'attendons pas que les agences de notation fassent évoluer leurs méthodologies : nous mobilisons activement des capitaux et créons des solutions qui stimulent l'investissement là où il est le plus nécessaire. En tant qu'institution sans notation de crédit dotée d'un mandat unique en matière de capital, nous favorisons l'investissement dans des secteurs à haut risque mais à fort impact, grâce à des solutions de financement mixte qui réduisent les risques des marchés,

renforcent les écosystèmes financiers locaux et créent un pipeline d'opportunités d'investissement, grâce aux moyens suivants :

- **Réduction des risques d'investissement et attraction de capitaux (privés) :** nous fournissons des capitaux de première perte, des garanties de crédit et des financements concessionnels pour absorber les risques et attirer les investissements privés dans des projets favorables à l'atteinte des ODD.
- **Renforcement des marchés de capitaux locaux :** nous aidons les gouvernements à développer des marchés obligataires nationaux, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard d'une dette extérieure coûteuse et de flux de capitaux étrangers volatils.
- **Amélioration des réformes fiscales et de gestion de la dette :** nous travaillons avec les gouvernements nationaux et infranationaux pour améliorer la transparence fiscale, l'information sur la dette et la gouvernance économique, qui sont essentielles pour renforcer la confiance des investisseurs.
- **Amplification de l'impact des Nations Unies en matière de développement :** nous collaborons avec d'autres agences onusiennes pour renforcer leur impact. Au Nigéria (voir page 27), l'UNCDF a investi dans la société Ariel Foods pour soutenir la production locale d'aliments thérapeutiques de premiers secours – réduisant les coûts, soutenant les agriculteurs, et atteignant davantage d'enfants souffrant de malnutrition.

Redéfinir le potentiel d'investissement de l'Afrique selon ses propres termes

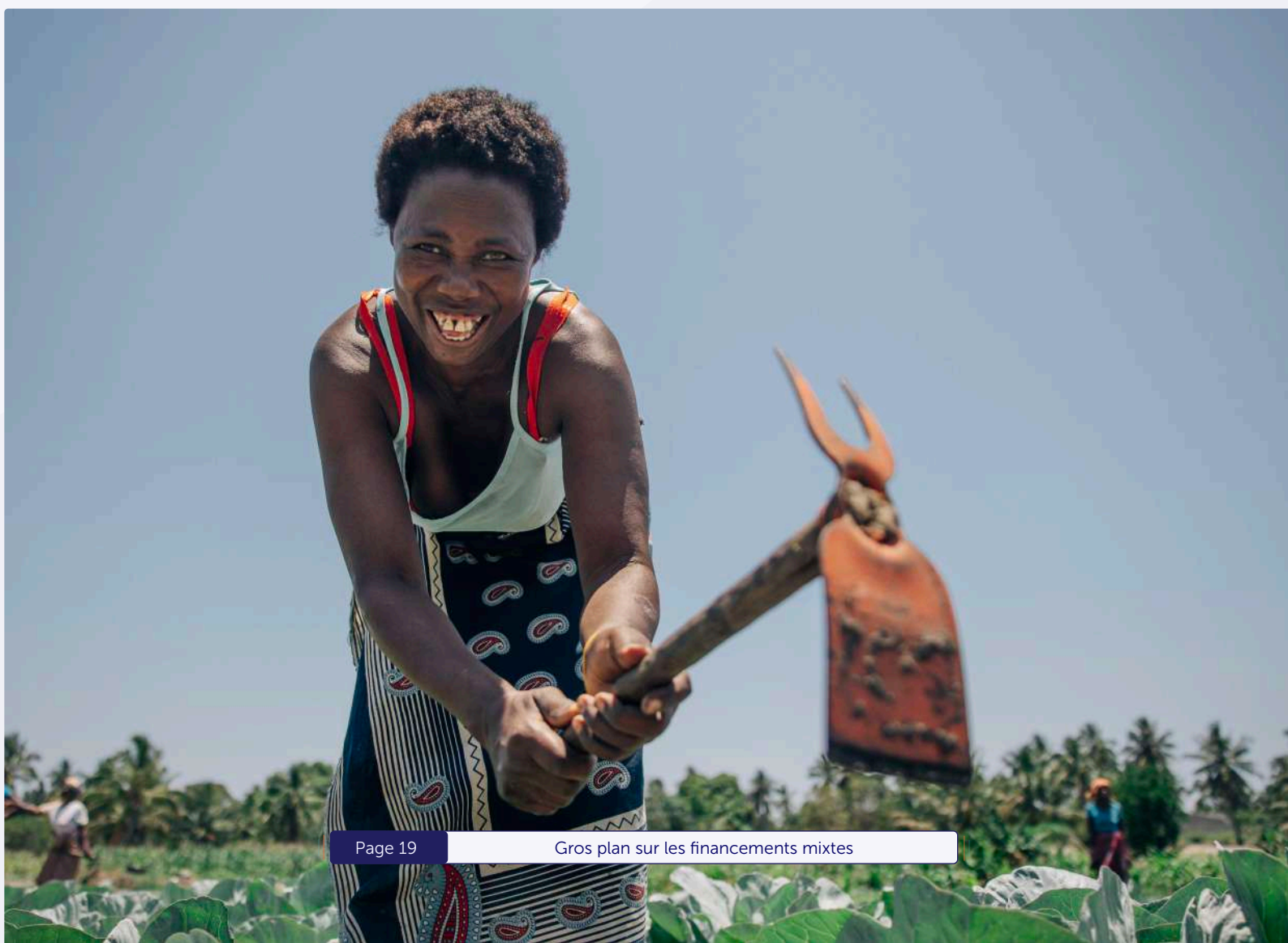
En résumé, si les notations de crédit sont utiles pour attirer des capitaux, elles ne constituent pas une solution miracle. Le déficit de financement de l'Afrique nécessite des stratégies complémentaires, telles que le financement mixte, les réformes institutionnelles, les mécanismes de partage des risques et le développement des marchés de capitaux locaux.

Le financement mixte est au cœur de notre stratégie. En combinant de manière stratégique capitaux publics, privés et de développement, nous réduisons les risques perçus et mobilisons des ressources à grande échelle. Notre travail ne consiste pas seulement à mobiliser plus de fonds, mais à créer des écosystèmes

d'investissement durables et de long terme qui placent les ressources financières africaines au centre du développement de l'Afrique.

Le système actuel de notation de crédit pénalise l'Afrique. Bien que sa réforme soit importante, nous devons nous concentrer sur ce que nous pouvons maîtriser: déployer des solutions de financement mixte qui réduisent les risques, débloquent des capitaux et bâtissent des écosystèmes financiers résilients.

Telle est la mission que s'est fixée l'UNCDF. Nous collaborons avec les gouvernements, les partenaires de développement et le secteur privé pour créer des marchés prêts à l'investissement et mobiliser les capitaux là où ils sont le plus nécessaires. Il est temps de dépasser les anciens modèles et de redéfinir le potentiel d'investissement de l'Afrique selon ses propres termes.





Étude de cas

Les obligations vertes en faveur de Tanga : mobiliser des capitaux pour garantir l'accès à l'eau en Tanzanie

Tanga est une ville côtière du nord-est de la Tanzanie qui compte plus de 450 000 habitants. Connue pour sa situation stratégique au bord de l'océan Indien et son potentiel économique croissant, la ville a longtemps été confrontée à des difficultés d'accès à l'eau, dues à des infrastructures vieillissantes, une couverture limitée et des ruptures d'approvisionnement. Bien que la ville soit l'un des principaux centres urbains de Tanzanie, sa capacité à investir dans des systèmes durables d'approvisionnement en eau a été limitée par des ressources publiques restreintes et un manque d'accès à des capitaux nationaux à long terme.

Innovation financière : une première pour la Tanzanie et l'Afrique de l'est

En 2024, le Tanga Water Infrastructure Green Bond (obligation verte pour l'approvisionnement en eau de Tanga) est devenu la première émission d'obligations vertes mise en place au niveau infranational en Tanzanie et l'un des premiers produits de ce type en Afrique subsaharienne. Émise par la Tanga Urban Water Supply and Sanitation Authority (Tanga UWASA), cette obligation a permis de lever l'équivalent de 20,8 millions de dollars américains en monnaie locale auprès d'investisseurs tanzaniens.

L'obligation a été cotée à la fois à la Bourse de Dar es Salaam et à la Bourse verte du Luxembourg. Elle a satisfait aux normes de cotation internationales sans garantie souveraine, ce qui prouve que les entités infranationales des marchés en développement peuvent satisfaire aux critères des marchés de capitaux mondiaux et qu'elles sont prêtes à accueillir des investisseurs internationaux.





Au-delà de leur visée financière, les obligations émises en faveur de Tanga visaient à accroître la visibilité du marché national des capitaux en pleine croissance de la Tanzanie et à démontrer que les institutions publiques locales des pays en développement peuvent obtenir des capitaux privés pour fournir des services de base.

Débloquer les investissements nationaux

Ce type de transaction n'avait jamais été mis en place auparavant en Tanzanie. Les entités publiques infranationales ne disposaient ni de l'expertise ni des systèmes de soutien nécessaires pour structurer des opérations crédibles et viables financièrement, et les investisseurs nationaux étaient frileux à l'idée d'octroyer des prêts à des autorités municipales. L'UNCDF est intervenu pour combler ce fossé. Pendant deux ans, l'UNCDF a joué le rôle de conseiller technique et financier. L'organisation a soutenu la structuration complète de l'obligation, fourni des conseils en matière d'atténuation des risques et contribué à la mise en place de systèmes de gouvernance conformes aux normes internationales.

Nous avons également fourni un financement catalytique sous la forme d'une subvention d'un million de dollars américains (dans le cadre de notre fonds fiduciaire Dernier kilomètre Finance) afin de contribuer à absorber les risques initiaux et à favoriser des investissements. Au final, l'obligation a été sursouscrite à 103 %. Sur le total des fonds levés, 65 % proviennent d'investisseurs nationaux, tels que des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des gestionnaires de fonds et des institutions financières. Le reste provient du public, y compris des membres de la diaspora et des propriétaires de petites entreprises. Le ratio d'endettement qui en résulte est de 1:20.

Transformer des vies et créer un précédent

Le Tanga bond a permis de lever des fonds pour financer une expansion majeure des infrastructures en eau de la ville, notamment en augmentant la capacité de production et d'approvisionnement en eau de 45 000 à 60 000 mètres cubes par jour, en étendant le réseau de distribution d'eau de 60 kilomètres pour

raccorder 6 000 nouveaux ménages, en réhabilitant 110 kilomètres de canalisations vétustes afin de réduire les pertes d'eau de 30 à 20 %, en installant 10 000 compteurs prépayés intelligents pour améliorer la facturation et le recouvrement des recettes, et en sécurisant la rivière Zigi et les villages environnants afin de garantir la pérennité de l'approvisionnement en eau. En finançant ces améliorations, l'obligation améliorera la fiabilité et la durabilité des services d'eau potable pour l'ensemble de la population de Tanga. Plus de 26 000 personnes devraient avoir accès à de l'eau propre pour la première fois. Quant aux ménages déjà raccordés, ils bénéficieront d'un approvisionnement plus régulier et plus abordable. L'amélioration des recettes aidera également Tanga UWASA à maintenir ses services à long terme. Les travaux devraient durer 18 mois, après quoi l'impact complet du projet commencera à se faire sentir au cours du cycle de vie de 10 ans de l'obligation.

Un modèle reproductible à grande échelle

Inspirées par le succès des obligations vertes en faveur de Tanga, cinq entités publiques tanzaniennes (la Dar es Salaam Water Utility, la Morogoro Water Utility, la National Food Reserve Authority, le Road Fund Board et la ville de Dar es Salaam) ont officiellement exprimé leur intérêt pour le lancement d'instruments obligataires similaires. Ces prochaines émissions d'obligations, qui devraient permettre de lever environ 153 millions de dollars au cours des deux prochaines années, couvrent des secteurs de développement clés, tels que l'eau potable et l'assainissement, la

sécurité alimentaire, les infrastructures de transport et le développement urbain. Il est important de noter que le mécanisme testé à Tanga a dépassé le cadre national et fait déjà figure de modèle régional. Profitant de cette dynamique, l'UNCDF élabore actuellement une proposition régionale de collecte de fonds visant à étendre ce modèle innovant à cinq pays d'Afrique de l'est et d'Afrique australe : la Tanzanie, le Kenya, le Malawi, la Zambie et l'Ouganda. Cette expansion régionale témoigne de l'adaptabilité du modèle et de la demande des gouvernements et des institutions, qui recherchent des moyens durables et évolutifs de financer leurs infrastructures critiques. En intégrant le financement catalytique et les instruments fondés sur le marché dans les systèmes de finances publiques, l'UNCDF jette les bases d'une nouvelle forme de financement du développement, pilotée au niveau national, ancrée dans le marché et pertinente au niveau mondial.

Cet effort de reproduction marque un tournant. Il montre qu'une obligation verte unique et bien structurée, conçue avec le bon dosage d'assistance technique, d'innovation financière et de leadership local, peut déclencher un changement systémique.

Le travail de l'UNCDF à Tanga est plus qu'une réussite : c'est le début d'une profonde transformation dans la manière dont les marchés en développement mobilisent des ressources, renforcent leurs institutions publiques et fournissent des services durables à grande échelle.





Ryno Byleveldt

Conseiller en gestion de portefeuille d'investissement

Ouvrir la voie aux **financements commerciaux**

Le débat sur le financement du développement a évolué. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de mobiliser davantage de fonds, mais de mieux les mobiliser. La question cruciale qui se pose aujourd'hui est de savoir comment faire en sorte que les capitaux atteignent les personnes et les lieux historiquement négligés, en particulier les pays les moins avancés (PMA), où les besoins en matière de développement sont les plus importants et les risques de marché les plus élevés.

Pour l'UNCDF, la réponse réside dans trois facteurs essentiels : la structure, la rapidité et, surtout, le financement mixte.

L'UNCDF est la seule entité des Nations Unies dotée d'un mandat en matière de capital et de la flexibilité nécessaire pour déployer et mobiliser des capitaux sur des marchés à haut risque encore naissants. L'organisation fournit des financements catalytiques sous forme de subventions, de prêts concessionnels et de garanties aux acteurs des secteurs public et privé. Cette approche ne consiste pas seulement à transférer des capitaux, mais aussi à déverrouiller des systèmes, à renforcer des institutions locales et à créer des pipelines d'investissement susceptibles d'attirer des investisseurs plus importants.

Faire le lien entre les marchés des capitaux mondiaux et les communautés du « dernier kilomètre »

L'UNCDF réaffirme son identité et se positionne non seulement comme un partenaire

technique, mais aussi comme un partenaire financier. Cette double identité lui permet de créer des passerelles entre les marchés de capitaux mondiaux et les communautés du « dernier kilomètre », en travaillant en partenariat étroit avec les organismes des Nations Unies, les gouvernements nationaux, les institutions financières locales et les entrepreneurs.

Au Burkina Faso, par exemple, l'UNCDF a accordé un prêt de 300 000 dollars à AES, une entreprise locale qui propose des systèmes d'irrigation à énergie solaire aux petits exploitants agricoles. Il en a résulté une augmentation de la productivité agricole, une meilleure utilisation de l'eau, une hausse des revenus des familles d'agriculteurs et une meilleure résilience climatique.

En Afghanistan, l'UNCDF s'est associé au Programme des Nations Unies pour le développement et à la Fondation afghane de garantie du crédit pour débloquer 5,5 millions de dollars de capitaux privés au bénéfice des micro-, petites et moyennes entreprises. Cela a été rendu possible grâce à un mécanisme de garantie de l'UNCDF d'un montant d'un million de dollars, apportant ainsi un soutien vital dans un pays où moins de 3 % des entreprises ont accès au crédit formel.

Au Zimbabwe, avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la réalisation des objectifs de développement durable, l'UNCDF a amorcé le premier fonds national pour les énergies renouvelables du pays en apportant 8 millions de dollars (voir l'encadré page 20). Ce capital



de départ, associé à une assistance technique, a eu un effet catalytique qui a permis d'attirer des millions de dollars supplémentaires provenant d'investisseurs privés.

En Tanzanie, l'UNCDF a soutenu l'émission de la première obligation verte infranationale d'Afrique de l'est axée sur l'eau (voir l'étude de cas en page 18). Structurée avec l'aide de l'UNCDF, la Tanga Water Infrastructure Bond a levé plus de 20 millions de dollars, dont 65 % provenant d'investisseurs nationaux. Elle est aujourd'hui cotée à la Bourse du Luxembourg. Le modèle est déjà reproduit par d'autres municipalités.

Chacun de ces exemples confirme une leçon essentielle : les financements doivent être adaptés au contexte, agiles et axés sur les secteurs et les régions que la finance conventionnelle continue d'ignorer.

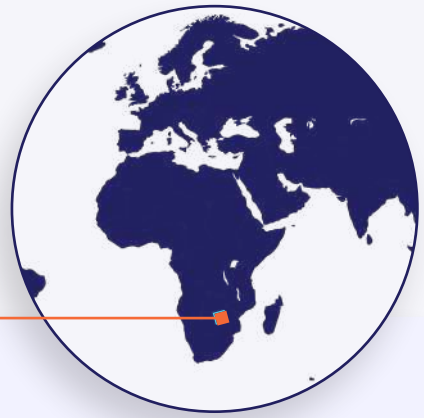
L'UNCDF ouvre la voie au financement commercial

L'UNCDF ne vise pas à remplacer le financement commercial, mais à lui ouvrir

la voie. Il s'agit notamment de fournir des incitations fondées sur la performance, des capitaux de première perte et des pipelines d'investissement, tout en bâtissant simultanément des systèmes financiers nationaux à partir de zéro.

En tant que fonds des Nations Unies sans notation, l'UNCDF est particulièrement bien placé pour prendre des risques que d'autres ne peuvent se permettre. Le soutien des États membres, d'institutions philanthropiques et de fondations permet à l'UNCDF de réduire le risque de ses transactions, non seulement pour les investisseurs privés, mais aussi pour les gouvernements et les grandes institutions de financement du développement. Ce faisant, l'UNCDF agit comme un bâtisseur de marchés, et pose les bases de flux de capitaux durables.

Pour atteindre les objectifs de développement durable dans les économies les plus vulnérables du monde, les promesses de financement ne suffisent pas. Ce qu'il faut, c'est un capital adapté et des institutions prêtes à s'engager sur les marchés que d'autres évitent. C'est ce que fait l'UNCDF chaque jour.



Impact

Catalyser le premier fonds pour les énergies renouvelables au Zimbabwe :

Débloquer 50 millions de dollars pour une transition verte et équitable

Avec le soutien du fonds commun pour les ODD et en collaboration avec l'UNESCO, l'UNCDF, le PNUD et ONU Femmes, le Fonds pour les énergies renouvelables du Zimbabwe (REF Zimbabwe) crée un marché des énergies renouvelables inédit. Alors que près de la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité, l'UNCDF catalyse les investissements dans des solutions à petite échelle et hors réseau délaissées par les acteurs financiers traditionnels. Grâce

au financement mixte, REF Zimbabwe réduit les risques des entreprises en phase de démarrage, soutient les entrepreneurs locaux et permet l'accès à l'énergie dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. C'est ainsi que l'UNCDF opère : là où d'autres voient un risque, nous voyons une opportunité de créer des marchés inclusifs. Le REF Zimbabwe prouve que même dans des environnements fragmentés, un changement systémique est possible.



Amplifier l'impact du système des Nations Unies

« Si une institution financière internationale accorde des prêts mais fournit également des garanties, et que ces garanties permettent de mobiliser des financements privés à un coût raisonnable pour les pays en développement, nous pouvons **multiplier** les ressources disponibles pour ces pays. »

— António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, Dialogue interactif informel sur la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir, Assemblée générale, 79^e session | 26 mars 2025

L'UNCDF aide le système des Nations Unies à répondre aux besoins de ceux qui en ont le plus besoin, en soutenant une croissance économique inclusive et un développement qui ne laisse personne de côté.

En s'appuyant sur son mandat unique en matière de capital, l'UNCDF mobilise des ressources nationales et des capitaux privés au travers d'instruments tels que les paiements basés sur la performance, les garanties et les prêts concessionnels. Ces outils permettent d'investir dans des marchés mal desservis, en particulier dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les environnements fragiles.

En étroite collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies

pour l'enfance et le Programme alimentaire mondial, ainsi que le fonds commun pour les ODD, l'UNCDF complète les efforts déployés au niveau politique en fournissant des solutions de réduction des risques financiers qui soutiennent des pipelines d'investissement alignés sur les priorités nationales. En cela, nous renforçons les environnements nationaux favorables et accélérons le développement durable.

En comblant le fossé entre la politique et l'investissement, l'UNCDF renforce la transparence et l'efficacité du système des Nations Unies dans son ensemble. Cette approche intégrée contribue à la mise en place d'une architecture financière mondiale plus inclusive, qui donne aux pays les moyens de conduire leurs propres priorités de développement et garantit que personne n'est laissé de côté.



Impact

Réduction des risques du financement de l'économie bleue en Papouasie-Nouvelle-Guinée : 1 million de dollars pour les entreprises favorables à la protection des coraux

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'UNCDF, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds mondial pour les récifs coralliens (codirigé par l'UNCDF, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement) lancent le Mécanisme de garantie du portefeuille de l'économie bleue, afin de lever les principaux obstacles à la croissance de l'économie bleue. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) mettra en place un mécanisme d'incubation des entreprises de l'économie bleue, afin d'accélérer la création de moyens de subsistance durables grâce à des subventions et à une assistance technique. L'UNCDF mettra en place une garantie de portefeuille d'un million de dollars avec la Mama Bank afin de réduire les risques liés aux prêts, et d'accroître les financements abordables pour les entreprises à fort potentiel mais sous-capitalisées, en accordant la priorité aux micro-, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et engagées dans des activités positives pour le corail telles que l'aquaculture durable, l'écotourisme marin et le recyclage du plastique.







Impact

Créer un écosystème pour que les capitaux privés financent les priorités nationales de développement

Dans le cadre du Child Nutrition Fund, l'UNCDF s'est associé au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et a investi 2,5 millions de dollars dans la société nigériane Ariel Foods FZE.

Le prêt concessionnel de l'UNCDF sera destiné à l'installation sur place d'équipements de transformation des aliments, ce qui ouvrira des perspectives aux petits exploitants agricoles locaux, réduira la dépendance à l'égard des importations et placera les produits africains au centre de la lutte contre la malnutrition infantile.





© UNICEF/UNI419123/Aina



De l'alimentation à l'embauche : lorsque les petites entreprises se développent, **les économies locales prospèrent**

Laurencia Michael John, une femme d'affaires de 27 ans de Mwanza, en Tanzanie, a vu les recettes de son restaurant augmenter de 300 % et a augmenté ses effectifs à sept personnes après avoir obtenu une aide pour investir dans des fourneaux plus propres et plus efficaces grâce à l'UNCDF.

Dans le cadre d'une initiative nationale de cuisine propre, Laurencia a acheté de nouvelles cuisinières à gaz qu'elle utilise pour cuisiner ses plats locaux préférés de manière plus rapide, plus efficace et plus rentable.

Laurencia peut désormais servir plus de deux fois plus de repas et pratiquer des prix légèrement supérieurs à ceux de ses concurrents dans son restaurant, « Mama Lishe », qui signifie « les repas de maman ». Ce nom est un clin d'œil à son engagement en faveur de la bonne cuisine et un jeu de mots sur le nom swahili local des petits restaurants « Mama Lishe » qui permettent aux travailleurs de la ville de se nourrir de produits de base traditionnels.

Malgré son jeune âge, Laurencia travaille dans le secteur de la restauration depuis près de vingt ans, ayant commencé enfant en aidant sa mère. Mais en 2022, sa mère ayant pris sa retraite pour des raisons de santé, Laurencia s'est retrouvée à la tête de l'entreprise et a saisi l'occasion de moderniser ses activités.

Grâce au programme Cookfund de l'UNCDF, Laurencia a troqué la fumée de ses grils à charbon de bois pour rejoindre des dizaines de milliers d'autres micro-, petites et moyennes entreprises qui sont le fer de lance de la révolution de la cuisine propre en Tanzanie.

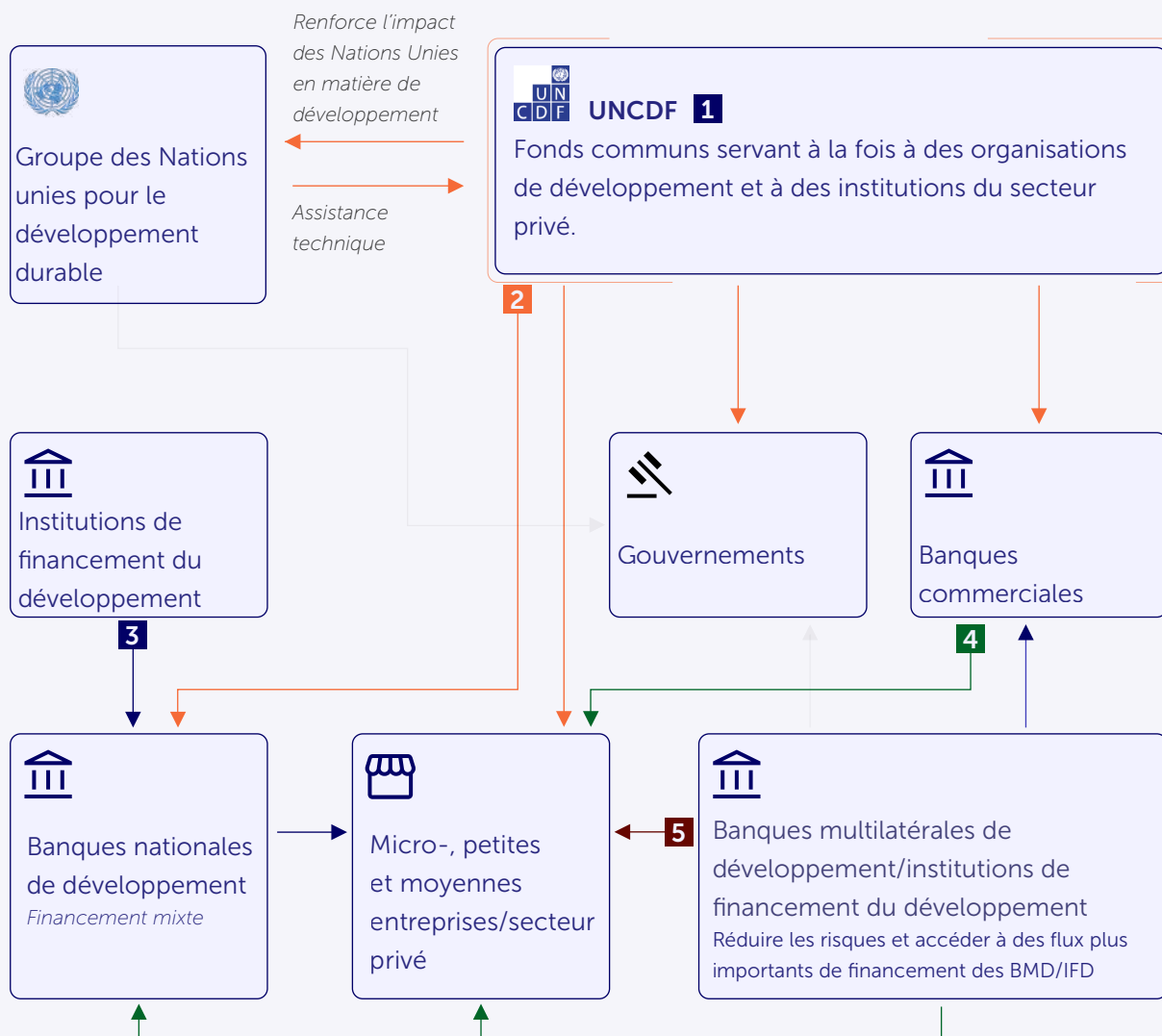
Avec les quelques 22 millions de dollars de fonds provenant de l'Union européenne, dont la majeure partie a été utilisée pour investir dans les micro-, petites et moyennes entreprises, l'UNCDF et le Gouvernement tanzanien ont dépassé leur objectif de créer 11 500 emplois grâce à des investissements directs et indirects.



Bien que le soutien reçu par Laurencia ait été relativement modeste, les entreprises locales qui produisent, importent et vendent des solutions de cuisson propres ont reçu des paiements basés sur la performance pouvant atteindre 150 000 dollars. Un événement régional est prévu en 2025. Il réunira les principaux acteurs du secteur et explorera les possibilités d'étendre la cuisson propre à l'ensemble de la région.

Quelle est la prochaine étape ?

Devenir **l'acteur mondial de référence du financement mixte concessionnel**

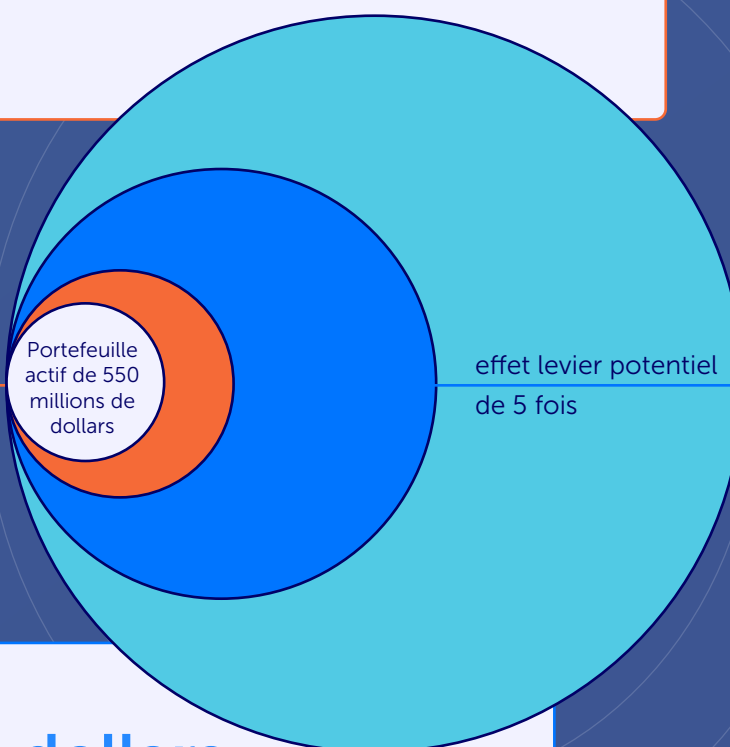


Ce schéma montre comment l'UNCDF mobilise des fonds pour le développement. En regroupant les fonds des donateurs **1**, l'UNCDF fournit des garanties, des paiements basés sur la performance et une assistance technique **2** aux banques nationales de développement et aux institutions de financement du développement **3**. Ce soutien permet aux entreprises et aux projets locaux d'accéder à des financements mixtes **4** à même de réduire les risques des investissements et d'attirer les capitaux privés de banques commerciales et de banques multilatérales de développement/institutions de financement du développement **5**, renforçant ainsi l'impact des Nations Unies en matière de développement.

1 milliard de dollars

Mécanisme de garantie pour les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays fragiles

- Couverture des premières pertes ou pari passu.
- Complément à d'autres garants sur le marché (par exemple, complément à l'Agence multilatérale de garantie des investissements), ce qui permet d'aller plus loin dans la prise de risques.
- Intégrer les enseignements tirés des agences de notation sur les structures efficaces d'amélioration des notations de crédit.
- Déployé à des fins spécifiques, tels que la conversion de la dette, la mobilisation de financements innovants au niveau infranational, la mobilisation des marchés de capitaux.



2 milliards de dollars

Mécanisme de financement catalytique pour le secteur privé dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays fragiles

- Montants d'une valeur moyenne de 500 000 à 5 millions de dollars ciblant le « chaînon manquant » des financements.
- Déploiement rapide en moins de 5-6 mois.
- Objectif d'effet de levier moyen d'au moins 3 à 5 fois.
- Financements dédiés aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays fragiles, en complément d'autres sources de financement plus importantes mais plus longues à débloquer.

Nos partenaires

L'UNCDF combine les financements des États membres, des acteurs du secteur privé et des organismes des Nations Unies pour mobiliser des capitaux et catalyser les investissements jusqu'au « dernier kilomètre ».

Nos partenaires représentent une communauté diversifiée de soutiens qui permettent à notre organisation de fournir des financements catalytiques là où ils sont le plus nécessaires. La liste reflète l'ampleur des engagements financiers pris pour soutenir l'action de l'UNCDF, de la part de fondations philanthropiques, d'acteurs du secteur privé, d'organismes des Nations Unies et d'États membres engagés dans la promotion du développement durable des marchés en développement.

États membres



Autre partenaire institutionnel



Investisseurs à impact du secteur privé



Fondations et organisations à but non lucratif



Système des Nations Unies



L'équipe dirigeante de l'UNCDF



Pradeep Kurukulasuriya
(Sri Lanka)
Secrétaire exécutif



Srilata Kammila
(Canada)
Directrice des investissements



Karen Vardanyan
(Arménie)
Directeur financier



Astrid Couzian
(France)
Directrice des opérations



Maria Perdomo
(Colombie)
Responsable de l'équipe régionale d'investissement pour la région Asie-Pacifique



Omon Ukpoma-Olaiya
(Nigéria)
Responsable de l'équipe régionale d'investissement pour la région de l'Afrique de l'est, de l'Afrique australe et des États arabes



Laura Munoz Perez
(Espagne)
Responsable de l'équipe régionale d'investissement pour la région de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale et des Caraïbes



Kenji Shundo
(Japon)
Chef de la gestion des risques



Xiang Yu
(Chine)
Conseillère en services financiers aux entreprises



Mohammad Abbadi
(Jordanie)
Conseiller en structuration et instruments financiers



Fabrizio Cometto
(France)
Conseiller en services d'investissement

Le Secrétaire exécutif de l'UNCDF rend compte à l'Administrateur du PNUD/Directeur général de l'UNCDF



Anders Berlin
(Suède)
Conseiller en fonds
stratégiques



Marjolaine Côté
(Canada)
Conseillère en
relations externes



Ryno Byleveldt
(Afrique du Sud)
Conseiller en gestion
de portefeuille
d'investissement



Mattias Granqvist
(Suède)
Conseiller en
structuration et
garanties



Erika Antoine-Souklaye
(France)
Conseillère en
communication
stratégique



**Pierre Pascal Bardoux-
Chesneau**
(France)
Directeur du Fonds
mondial pour les récifs
coralliens

Investir dans les marchés en développement pour demain

À propos de l'UNCDF

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) mobilise et catalyse une augmentation des flux de capitaux pour des investissements ayant un impact sur les ODD dans les États membres, en particulier les pays les moins avancés, contribuant ainsi à une croissance économique durable et à une prospérité équitable.

En partenariat avec des entités des Nations Unies et des partenaires de développement, l'UNCDF propose des solutions de financement mixte modulables afin de favoriser un changement systémique, d'ouvrir la voie au financement commercial et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Nous accompagnons le développement des marchés en permettant aux acteurs d'accéder au financement dans des environnements à haut risque grâce au déploiement d'instruments et de mécanismes financiers, et de conseil.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:
executive.secretary@uncdf.org

Membre de

